

Corinne Deloy

ANALYSE

Le président de la République sortant Sauli Niinistö va-t-il s'imposer dès le premier tour de l'élection présidentielle finlandaise ?

Le 28 janvier prochain, les Finlandais se rendront aux urnes pour désigner le président de la République. Les 242 000 électeurs finlandais résidant à l'étranger pourront voter de façon anticipée du 17 au 20 janvier 2018.

Si un des candidats recueille plus de 50% des suffrages, il remportera l'élection ; si tel n'est pas le cas, un 2e tour de scrutin sera organisé le 11 février.

Le président de la République sortant Sauli Niinistö est le grand favori des enquêtes d'opinion. A moins d'un mois du scrutin, son avance est assez exceptionnelle. Johanna Vuorelma, chercheur à l'université d'Helsinki, a mis en avant le côté inhabituel de la situation. « Le Parti social-démocrate (SPD), par exemple, a toujours réalisé des résultats élevés lors des élections présidentielles. Leur candidate est soutenue par environ 2% des électeurs. La situation est la même, à droite, pour le Parti du centre (KESK) » a-t-il affirmé. De nombreux responsables du SPD ont d'ailleurs appelé à voter pour Sauli Niinistö.

Selon l'enquête d'opinion réalisée par l'institut Kantar TNS en décembre dernier, le chef de l'Etat sortant recueillerait 70% des suffrages le 28 janvier. L'écologiste Pekka Haavisto, (Ligue verte, VIHR) arriverait en 2e position avec 11% des voix. Les 6 autres candidats recueilleraient chacun moins de 4% des suffrages. En outre, les trois quarts des Finlandais anticipent une victoire du chef de l'Etat sortant dès le 1er tour selon un sondage réalisé par l'institut Tietoykkönen.

Erkka Railo, politologue à l'université de Turku, estime que la popularité du chef de l'Etat sortant s'explique par les tensions sur la scène internationale. Selon lui, les Finlandais ont confiance en la politique étrangère du pays menée par Sauli Niinistö. « Dans une situation tendue, les gens recherchent la sécurité à travers un dirigeant fort. C'est un phénomène psychologique universel » a-t-il déclaré. Teija Tiilikainen, directrice de l'Institut de politique étrangère (UPI), considère que l'expérience de Sauli Niinistö en matière de politique étrangère et de sécurité est un atout. Enfin, Elna Kestilä-Kekkonen, politologue à l'université de Tampere, explique la popularité du président sortant,

notamment auprès des électeurs de gauche, par le manque de relief des autres candidats.

12 débats au total devraient se tenir dans la perspective de l'élection présidentielle. Ces débats sont généralement très importants pour les Finlandais afin d'affiner leur vote. Le premier d'entre eux a été organisé par la délégation de la vie économique (EVA) le 30 octobre.

LA FONCTION PRÉSIDENTIELLE

Le chef de l'Etat finlandais est élu au suffrage universel direct et, depuis 1994 le troisième dimanche de janvier (si besoin est, un 2e tour est organisé deux semaines plus tard), pour un mandat de 6 ans. Le candidat élu prend ses fonctions le premier jour du mois suivant son élection, soit le 1er février s'il est désigné le 28 janvier et le 1er mars s'il est élu le 11 février. Dans le cas où une seule personne est candidate au poste présidentiel, aucun scrutin n'est organisé et l'unique candidat est élu d'office à la tête de l'Etat.

Le président de la République de Finlande ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs. Il est

Élection présidentielle en Finlande

28 Janvier 2018

également d'usage qu'il rende sa carte de membre d'un parti politique pendant la durée de son mandat. Les candidats, qui doivent obligatoirement être nés citoyens finlandais, peuvent être désignés par un parti ou par un groupe d'électeurs rassemblant au moins 20 000 personnes.

Le chef de l'Etat dirige la politique étrangère et la défense du pays (en collaboration avec le gouvernement) et il est le commandant en chef des armées. Il n'a en revanche aucun pouvoir sur les affaires intérieures du pays. On notera que depuis 2011, la Finlande est représentée au sein de l'Union européenne par son Premier ministre.

La fonction présidentielle est toujours prestigieuse en Finlande en dépit de la restriction, en 2000, des compétences du chef de l'Etat par une réforme de la Constitution.

LES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

8 personnes sont officiellement candidates à la magistrature suprême:

– Sauli Niinistö, 69 ans, président de la République sortant, ancien président du Rassemblement conservateur (KOK) (1994-2004) et ancien ministre de la Justice (1995-1996) et des Finances (1996-2003). Il est investi par une association d'électeurs et a rassemblé 156 000 signatures sur son nom, un nombre considérable alors que son ancien parti le KOK possède 34 000 membres. Sauli Niinistö se veut le président de tous les Finlandais. Il est soutenu par son ancien parti mais également par les Chrétiens-démocrates (KD) de Sari Essayah, qui n'ont pas investi de candidat à cette élection, et par plusieurs députés de L'Avenir bleu (SIN), parti dirigé par l'actuel ministre des Affaires européennes, de la Culture et du Sport, Sampo Terho, et créé par des anciens membres des Vrais Finlandais (PS) qui ont quitté leur parti en juin dernier après l'élection de Jussi Halla-aho à la tête du parti. L'Avenir bleu se veut plus ouvert à une coopération avec les autres partis politiques finlandais et ne souhaite pas voir Helsinki quitter l'Union européenne contrairement au parti de Jussi Halla-aho.

– Pekka Haavisto, 59 ans, député, candidat de la Ligue verte (VIHR), ancien ministre de l'Environnement et du Développement (1995-1999) et du Développement international (2013-2014). Il a été battu par Sauli Niinistö lors de l'élection présidentielle des 22 janvier et 5 février 2012, recueillant 37,41% des suffrages au 2e tour de scrutin;

– Paavo Väyrynen, 71 ans, député européen, ancien candidat aux scrutins présidentiels en 1988, 1994 et 2012 pour le Parti

du centre, dont il a été le président de 1980 à 1990. Il n'a pas quitté le Parti du centre (« Je suis toujours centriste mais le Centre n'est plus à proprement parler centriste. Les libéraux ont tout le pouvoir dans le parti » a-t-il déclaré). Lors de l'élection présidentielle de 2012, il avait pris la 3e place avec 17,53% des suffrages. Pour le scrutin à venir, il a obtenu le soutien de 20 000 électeurs. Il a été ministre des Affaires étrangères de 1977 à 1982 et de 1983 à 1987.

– Matti Vanhanen, 62 ans, ancien Premier ministre (2003-2010), candidat du Parti du centre (KESK) ;

– Tuula Haatainen, 57 ans, députée, candidate du Parti social-démocrate (SPD), ancienne ministre de l'Education (2003-2005) et des Affaires sociales et de la Santé (2005-2007). Elle a remporté l'élection primaire organisée par son parti avec 48,3% des suffrages. Elle fait campagne sur les inégalités, dont elle dénonce l'augmentation, et sur la future réforme des services sociaux et de la santé qui « ouvrirait les portes à la privatisation des services » ;

– Laura Huhtasaari, 38 ans, députée, candidate des Vrais Finlandais (PS) ;

– Merja Kyllönen, 41 ans, députée européenne, candidate de l'Alliance des gauches (VAS), ancienne ministre des Transports (2011-2014) ;

– Nils Torvalds, 72 ans, député européen, candidat du Parti du peuple suédois (SFP).

LA QUESTION DE L'OTAN

Comme toujours en Finlande, la question de l'OTAN figure en bonne place dans la campagne présidentielle Nils Torvald est le seul candidat à être partisan de l'adhésion de la Finlande au traité de l'Alliance nord-atlantique. A l'inverse, Merja Kyllönen, Laura Huhtasaari et Paavo Väyrynen y sont opposés.

« En ce moment, je ne suis pas favorable à une adhésion. La situation peut changer et la Finlande aura peut-être besoin de demander son adhésion » a déclaré le président de la République sortant Sauli Niinistö, qui a rappelé l'importance de la protection assurée par l'Union européenne. Paavo Väyrynen, qui aime à rappeler la neutralité de la Finlande, a accusé le président sortant de vouloir créer une alliance militaire de l'Union européenne. Le chef de l'Etat a indiqué que l'organisation d'un référendum sur l'adhésion de Helsinki à l'OTAN ne constituait pas une priorité. Pekka Haavisto est le seul candidat à être opposé à l'organisation d'un référendum sur l'OTAN.

**RAPPEL DES RÉSULTATS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DES 22 JANVIER ET 5 FÉVRIER 2012 EN
FINLANDE**

Participation : 69,74% (1er tour) et 65,98% (2e tour)

03

Candidats	Nombre de voix recueillies (1er tour)	Pourcentage des suffrages obtenus (1er tour)	Nombre de voix recueillies (2e tour)	Pourcentage des suffrages obtenus (2e tour)
Sauli Niinistö (Rassemblement conservateur, KOK)	1 131 254	36,96	1 802 328	62,59
Pekka Haavisto (Ligue verte, VIHR)	574 275	18,76	1 077 425	37,41
Paavo Väyrynen (Parti du centre, KESK)	536 555	17,53		
Timo Soini (Vrais Finlandais, PS)	287 571	9,40		
Paavo Lipponen (Parti social-dé- mocrate, SPD)	205 111	6,70		
Paavo Arhinmäki (Alliance des gauches, VAS)	167 663	5,48		
Eva Biaudet (Parti du peuple sué- dois, SFP)	82 598	2,70		
Sari Essayah (Chrétiens-démo- crates, KD)	75 744	2,47		

Source : http://tulospalvelu.vaalit.fi/TP2012K1/s/tulos/tulos_kokomaa.html &
http://tulospalvelu.vaalit.fi/TP2012K2/s/tulos/tulos_kokomaa.html

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.